

## **Direction générale des affaires maritimes et de la pêche**

Publication d'un avis de vacance pour le poste de directeur/directrice MARE.B «Gouvernance internationale des océans et pêche durable» (grade AD 14)

(Article 29, paragraphe 2, du statut)

COM/2023/10423

### **Présentation**

La DG Affaires maritimes et pêche (DG MARE) vise à développer le potentiel de l'économie maritime européenne et à garantir une pêche durable, un approvisionnement stable en produits de la mer, des mers saines et des communautés côtières prospères, pour les Européens d'aujourd'hui et pour les générations futures. Pour cela, elle élabore, formule et met en œuvre la politique commune de la pêche (PCP), pierre angulaire de l'action en faveur d'une exploitation durable des ressources halieutiques, et prône une approche intégrée de toutes les questions maritimes. La DG emploie environ 380 personnes, réparties entre 5 directions et 21 unités.

La grande diversité des responsabilités crée un environnement de travail intéressant et stimulant. Les circuits hiérarchiques sont courts et les efforts de travail se traduisent par des résultats tangibles ayant une incidence directe sur le terrain et sur les parties prenantes.

La direction B promeut la politique de l'UE en matière de gouvernance des océans et de pêche durable au niveau international et œuvre à l'adoption de mesures de conservation et de politiques de contrôle ambitieuses au sein des organisations régionales de gestion des pêches. Elle a pour objectif d'élaborer le programme pour la gouvernance des océans, de négocier et de mettre en œuvre des accords internationaux et des partenariats océaniques ainsi que de conclure et de gérer des accords de partenariat bilatéraux en matière de pêche durable avec des pays tiers. Elle soutient également une politique commerciale équilibrée et durable en matière de ressources halieutiques. Par ailleurs, elle élabore et met en œuvre la politique de l'Union afin de prévenir, décourager et éradiquer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée («pêche INN»).

### **Poste proposé**

La DG MARE recherche un/une directeur/directrice pour diriger sa direction MARE.B «Gouvernance internationale des océans et pêche durable». Sous l'autorité directe du directeur général adjoint et sous la direction du directeur général, celui-ci/celle-ci gèrera quatre unités.

Cette position nécessite de définir, de planifier et de superviser la mise en œuvre de toutes les activités liées à la dimension extérieure des politiques de la DG MARE, notamment:

- Coordonner l'élaboration de la politique de l'UE en matière de gouvernance des océans et de pêche durable et sa promotion dans les enceintes et organes internationaux, tels que les Nations unies, la FAO et la Banque mondiale, ainsi qu'au niveau bilatéral, dans le cadre de partenariats océaniques et de dialogues de haut niveau;
- Orienter/représenter la Commission au sein des organisations régionales de gestion des pêches (ORGP) et arrangements en la matière<sup>1</sup> ainsi que d'autres organismes régionaux de pêche dans tous les océans;

---

<sup>1</sup> Tels que définis dans l'accord des Nations unies sur les stocks de poissons.

- Coordonner les négociations et la gestion des accords de partenariat dans le domaine de la pêche durable (APPD) avec les pays tiers afin de mettre en place un cadre transparent, hautement réglementé et efficace donnant accès aux navires de pêche de l'UE au-delà des eaux de l'Union, et apporter un soutien pour renforcer la gouvernance de la pêche dans les pays tiers et le développement durable de leur secteur de la pêche;
- Contribuer aux négociations commerciales visant à promouvoir les objectifs généraux de la politique commune de la pêche et les produits de la pêche et de l'aquaculture;
- Coordonner l'élaboration et la mise en œuvre de la politique de l'Union afin de prévenir, décourager et éradiquer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée («pêche INN»);
- Représenter la Commission lors de réunions et de négociations de haut niveau avec d'autres institutions, les États membres, les parties prenantes ainsi qu'avec des pays tiers et des organisations intergouvernementales dans les enceintes internationales compétentes.

La direction emploie environ 75 personnes au total et est responsable de la gestion du budget de la DG MARE pour un montant de 177,2 millions d'EUR.

### **Profil recherché (critères de sélection)**

Les candidats doivent posséder:

#### **Compétences de gestion**

- Un état d'esprit stratégique et une volonté tangible d'élaborer, de susciter, de défendre et de mettre en œuvre une vision globale et de concevoir de nouvelles politiques;
- Une expérience avérée de l'encadrement et de solides compétences en matière d'encadrement, la capacité de diriger, de motiver et de responsabiliser de grandes équipes pluridisciplinaires de personnel hautement qualifié, de contribuer à la réalisation des objectifs stratégiques de la DG, de fixer des objectifs, de hiérarchiser les tâches et d'assurer leur exécution en étroite collaboration avec l'équipe de gestion de la DG MARE;
- D'excellentes capacités d'analyse, ainsi que la capacité de résoudre des problèmes organisationnels et opérationnels, de même qu'une bonne capacité de discernement et une aptitude à la prise de décisions.

#### **Compétences spécialisées et expérience:**

- Une vaste expérience de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques de l'UE, de préférence dans des domaines pertinents pour la politique commune de la pêche, l'économie bleue et leur dimension extérieure;
- Une vaste expérience antérieure dans le domaine des négociations internationales;
- Une compréhension des questions de durabilité qui sous-tendent la réforme de la politique commune de la pêche serait un atout.

#### **Qualités personnelles:**

- Solides compétences en matière de relations interpersonnelles, de communication et de mise en réseau;

- Aptitude à mener les discussions et à représenter la DG/la Commission de manière efficiente et efficace au sein de la Commission, vis-à-vis des autres institutions, notamment le Parlement européen et le Conseil, et aussi des parties prenantes externes.
- Capacité avérée à comprendre et à intégrer différents points de vue et à proposer des solutions inclusives.

### Conditions essentielles (critères d'admission)

Seront pris en considération pour la phase de sélection uniquement les candidats qui, **à la date limite de dépôt des candidatures**, satisferont aux critères formels ci-après.

- Nationalité: les candidats doivent être des ressortissants de l'un des États membres de l'Union européenne.
- Titre ou diplôme universitaire: les candidats doivent justifier:
  - soit d'un niveau d'enseignement correspondant à un cycle complet d'études universitaires sanctionné par un diplôme, si la durée normale desdites études est d'au moins 4 années;
  - soit d'un niveau d'enseignement correspondant à un cycle complet d'études universitaires sanctionné par un diplôme et d'une expérience professionnelle pertinente d'au moins 1 an, si la durée normale desdites études est de 3 années ou plus (cette année d'expérience professionnelle ne peut être incluse dans l'expérience professionnelle postuniversitaire requise ci-dessous).
- Expérience professionnelle: les candidats doivent justifier d'au moins 15 années d'expérience professionnelle postuniversitaire<sup>2</sup> à un niveau correspondant aux qualifications précitées.
- Expérience d'encadrement: au moins 5 années d'expérience professionnelle postuniversitaire doivent avoir été acquises à un poste à haute responsabilité managériale<sup>3</sup>.
- Connaissances linguistiques: les candidats doivent avoir une connaissance approfondie de l'une des langues officielles de l'Union européenne<sup>4</sup> et une connaissance satisfaisante d'une autre de ces langues officielles. Des jurys de sélection vérifieront lors de l'entretien ou des entretiens si les candidats satisfont à l'exigence d'une connaissance satisfaisante d'une autre langue officielle de l'Union européenne. Pour ce faire, ils pourront notamment mener (une partie de) l'entretien dans cette autre langue.
- Limite d'âge: les candidats ne doivent pas encore avoir atteint l'âge normal de la retraite, qui correspond, pour les fonctionnaires de l'Union européenne, au dernier jour du mois durant lequel ils atteignent l'âge de 66 ans [voir article 52, point a), du statut<sup>5</sup>].

<sup>2</sup> L'expérience professionnelle n'est prise en considération que si elle constitue une véritable relation professionnelle définie comme un travail existant et réel, rémunéré, avec un statut de salarié (tout type de contrat) ou de prestataire de services. Les activités professionnelles à temps partiel feront l'objet d'un calcul au prorata, sur la base du pourcentage des heures travaillées à temps plein, attesté par un certificat. Le congé de maternité/congé parental/congé d'adoption n'est pris en considération que s'il s'inscrit dans le cadre d'un contrat de travail. Les doctorats, même non rémunérés, sont assimilés à une expérience professionnelle pour une durée maximale de trois ans, à condition que la formation doctorale ait été achevée avec succès. Une même période ne peut être comptée qu'une seule fois.

<sup>3</sup> Dans leur curriculum vitae, les candidats indiqueront clairement, pour toutes les années durant lesquelles ils ont acquis une expérience d'encadrement: 1) le titre et la nature des postes d'encadrement occupés; 2) le nombre de personnes supervisées dans le cadre de ces fonctions; 3) l'importance des budgets gérés; 4) le nombre de niveaux hiérarchiques supérieurs et inférieurs; et 5) le nombre de pairs.

<sup>4</sup> <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A01958R0001-20130701>

<sup>5</sup> <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A01962R0031-20140701>

## Sélection et nomination

La sélection et la nomination se dérouleront conformément aux procédures de sélection et de recrutement de la Commission européenne (voir le document sur la politique concernant le personnel d'encadrement supérieur<sup>6</sup>).

Dans le cadre de cette procédure de sélection, la Commission européenne met en place un jury de présélection. Ce jury examine toutes les candidatures, procède à une première vérification de l'admissibilité et détermine quels candidats répondent le mieux au profil recherché au regard des critères de sélection précités et peuvent être invités à un entretien avec le jury de présélection.

À l'issue de ces entretiens, le jury de présélection établit ses conclusions et propose une liste de candidats à convoquer à un autre entretien avec le comité consultatif des nominations (CCN) de la Commission européenne. À la lumière des conclusions du jury de présélection, le CCN choisit les candidats qui seront conviés à un entretien.

Les candidats convoqués à un entretien avec le CCN participent à une journée complète d'épreuves visant à évaluer leurs aptitudes d'encadrement, organisées par des consultants en recrutement externes (procédure du «centre d'évaluation»). Sur la base des résultats des entretiens et du rapport du centre d'évaluation, le CCN établit une liste restreinte de candidats qu'il estime aptes à exercer la fonction.

Les candidats figurant sur la liste restreinte du CCN seront invités à un entretien avec le ou les membres de la Commission concernés.

À l'issue de ces entretiens, la Commission européenne prend la décision de nomination.

Le/la candidat(e) retenu(e) doit être en situation régulière au regard de toutes les obligations imposées par la loi en matière de service militaire, offrir les garanties de moralité requises pour l'exercice de ses fonctions et être physiquement apte à exercer ces fonctions.

Le/la candidat(e) retenu(e) devra disposer d'une habilitation de sécurité valide, délivrée par son autorité nationale de sécurité, ou être en mesure d'en obtenir une. Une habilitation de sécurité personnelle est une décision administrative qui intervient à l'issue d'une enquête de sécurité menée par l'autorité nationale de sécurité compétente pour la personne concernée, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur en matière de sécurité nationale, et qui certifie que ladite personne peut être autorisée à accéder à des informations classifiées jusqu'à un niveau donné. [Il convient de noter que la procédure nécessaire pour l'obtention d'une habilitation de sécurité ne peut être engagée qu'à la demande de l'employeur, et non par le/la candidat(e)].

Le/la candidat(e) ne pourra accéder aux informations classifiées de l'UE (ICUE) au niveau CONFIDENTIEL UE/EU CONFIDENTIAL ou à un niveau supérieur, et assister aux réunions durant lesquelles de telles ICUE sont examinées, qu'une fois l'habilitation de sécurité personnelle accordée par l'État membre concerné et la procédure d'habilitation achevée par la note d'information de la direction de la sécurité de la Commission européenne légalement exigée.

## Égalité des chances

Conformément à l'article 1<sup>er</sup> *quinquies* du statut, la Commission européenne poursuit un objectif stratégique consistant à parvenir à l'égalité entre les femmes et les hommes à tous les niveaux de l'encadrement d'ici la fin de son mandat actuel et applique une politique d'égalité des chances encourageant les candidatures susceptibles de contribuer à une plus grande diversité, à l'égalité hommes-femmes et à l'équilibre géographique global.

---

<sup>6</sup> [https://commission.europa.eu/jobs-european-commission/job-opportunities/managers-european-commission\\_en](https://commission.europa.eu/jobs-european-commission/job-opportunities/managers-european-commission_en) (n'existe qu'en anglais)

## **Conditions d'emploi**

La rémunération et les conditions d'emploi sont prévues par le statut.

Le/la candidat(e) retenu(e) sera recruté(e) en tant que fonctionnaire au grade AD 14. Il/elle sera classé(e) à l'échelon 1 ou 2 de ce grade en fonction de la durée de son expérience professionnelle.

L'attention du/de la candidat(e) retenu(e) est attirée sur l'obligation imposée par le statut à tout nouveau membre du personnel d'accomplir avec succès une période probatoire de 9 mois.

Le lieu d'affectation est Bruxelles, Belgique.

## **Indépendance et déclaration d'intérêt**

Avant sa prise de fonctions, le/la candidat(e) retenu(e) sera tenu(e) de présenter une déclaration par laquelle il/elle s'engage à agir en toute indépendance dans l'intérêt général, ainsi qu'une déclaration relative aux intérêts qui pourraient être considérés comme portant atteinte à son indépendance.

## **Informations importantes pour les candidats**

Il est rappelé aux candidats que les travaux des jurys de sélection sont confidentiels. Il est interdit aux candidats d'entrer en contact direct ou indirect avec leurs membres ou à quiconque de le faire en leur nom. Toutes les questions doivent être adressées au secrétariat du jury compétent.

## **Protection des données à caractère personnel**

La Commission européenne veillera à ce que les données à caractère personnel des candidats soient traitées dans le plein respect du règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil<sup>7</sup>. Cela vaut en particulier pour la confidentialité et la sécurité de ces données.

## **Procédure de dépôt des candidatures**

Avant de présenter votre candidature, vous êtes invité(e) à vérifier soigneusement si vous remplissez tous les critères d'admission («Conditions essentielles»), notamment en ce qui concerne le type de diplôme, l'expérience professionnelle de haut niveau et les capacités linguistiques requises. Tout(e) candidat(e) ne pouvant satisfaire à l'un ou l'autre des critères d'admission se verra automatiquement exclu(e) de la procédure de sélection.

Si vous décidez de postuler, vous devez vous inscrire par l'internet sur le site suivant et suivre les instructions relatives aux différentes étapes de la procédure:

<https://ec.europa.eu/dgs/human-resources/seniormanagementvacancies/>

Vous devez disposer d'une adresse de courrier électronique valide. Celle-ci servira à confirmer votre inscription et à garder le contact avec vous au cours des différentes étapes de la procédure de sélection.

---

<sup>7</sup> Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001 et la décision n° 1247/2002/CE (JO L 295 du 21.11.2018, p. 39).

Vous êtes dès lors prié(e) de signaler à la Commission européenne toute modification de votre adresse électronique.

Pour procéder à votre inscription, vous devez télécharger un curriculum vitæ au format PDF<sup>8</sup>, de préférence en utilisant le modèle de CV Europass, et rédiger en ligne une lettre de motivation (8 000 caractères au maximum). Votre curriculum vitæ et votre lettre de motivation peuvent être rédigés dans n'importe quelle langue officielle de l'Union européenne.

Il est dans votre intérêt de veiller à ce que votre candidature soit exacte, complète et fidèle à la réalité.

À l'issue de la procédure d'inscription en ligne, vous recevrez un courrier électronique confirmant que votre candidature a été enregistrée. **Si vous ne recevez pas de message électronique de confirmation, cela signifie que votre candidature n'a pas été enregistrée!**

Veuillez noter qu'il n'est pas possible de suivre en ligne les étapes du traitement de votre candidature. Toute information concernant le statut de votre candidature vous sera communiquée directement par la Commission européenne.

**Les candidatures transmises par courrier électronique ne seront pas acceptées.** Pour tout renseignement complémentaire et/ou en cas de difficultés techniques, veuillez vous adresser par courrier électronique à:  
[HR-MANAGEMENT-ONLINE@ec.europa.eu](mailto:HR-MANAGEMENT-ONLINE@ec.europa.eu)

Il vous incombe de procéder à votre inscription en ligne dans les délais. Il est vivement recommandé de ne pas attendre les derniers jours pour déposer votre candidature, car un encombrement des lignes ou une défaillance de la connexion internet pourraient faire avorter l'opération et vous obliger à la recommencer intégralement. Une fois le délai d'inscription expiré, il ne vous sera plus possible de saisir des données. Les inscriptions tardives ne seront pas acceptées.

### **Date limite de dépôt des candidatures**

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au **1<sup>er</sup> mars 2023 à 12h00 (midi)**, heure de Bruxelles. L'inscription en ligne ne sera plus possible après cette date.

---

<sup>8</sup> Vous trouverez des informations sur la manière de créer votre CV Europass en ligne à l'adresse suivante:  
<https://europa.eu/europass/fr/create-your-europass-cv>